

ASSEMBLEE GENERALE DE LA CMCAS ESSONNE LE 22 juin 2018

MOTION ADOPTEE POUR LA DEFENSE

DES HÔPITAUX DU NORD-ESSONNE

Le ministère de la santé et l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France (ARS) ont décidé, sans consulter les citoyens, de fermer les hôpitaux de Longjumeau, Juvisy et Orsay afin de construire un hôpital très excentré (sur le plateau de Saclay, à la limite du 78), de moindre capacité et inadapté aux besoins des 780 000 habitants du Nord-Essonne, en expansion démographique de 1% l'an.

Déjà, les conséquences de la gestion actuelle et les modes de fonctionnement, visant à supprimer les hôpitaux actuels, ont entraîné :

- la suppression effective de 480 lits d'hospitalisation et de nombreux postes de travail, dont les médecins,
- le manque de personnel, notamment de soignants, et des conditions de travail dégradées pour tous,
- des crédits d'équipement et de fonctionnement insuffisants, le regroupement et la fermeture de services, le sous équipement en matériel médical.

Lors des réunions publiques (Juvisy, Palaiseau, Viry-Châtillon , Longjumeau, Corbeil-Essonnes), les participants ont contribué à l'examen des conséquences graves qu'aurait ce projet :

- risques induits par l'éloignement, notamment pour accéder aux Urgences ,
- diminution de la capacité globale de consultation (moins 900 postes) et d'hospitalisation (moins 680 lits par rapport aux capacités actuelles),
- généralisation de l'hospitalisation en ambulatoire,
- création de Centres de Consultation et de Soins Urgents (CSU) , leurre visant à faire croire à des urgences hospitalières dans un simple lieu de tri des malades.

S'agissant du droit d'accès aux soins, notamment pour les catégories sociales défavorisées, cette situation grave et vitale de santé publique confirme la nécessité d'organiser un débat public sur les besoins en santé des populations de toute l'Essonne.

A l'exemple du Comité défense des hôpitaux du nord Essonne (Longjumeau, Juvisy et Orsay), les agents actifs et retraités des IEG réunis le 22 juin 20128 en AG de la CMCAS Essonne, demandent l'abandon de ce projet mal engagé et réclament, au nom des usagers du service public, la réhabilitation des 3 hôpitaux existants et la tenue d'assises départementales de santé associant les professionnels de santé, les comités d'usagers et les organisations syndicales.

➤ **Approbation à l'unanimité des délégués présents**

40 délégués présents sur 61 désignés

Le Secrétaire Général

Thierry LOICHOT



La Présidente de la CMCAS Essonne

Corinne BERNARDINI

